



Colloque international CRDT, Université de Reims Champagne- Ardenne , Conseil régional Champagne-Ardenne Ecole doctorale SHS, GRALE (Groupement de Recherche sur l'Administration Locale en Europe).
Dans le cadre du Pôle patrimoine, culture et Institutions DIACT

Faculté de droit et de science politique
Bâtiment Recherche - Amphithéâtre RdC
57, bis rue Pierre Taittinger, 51100 Reims

Les partenariats institutionnels dans les pôles de compétitivité et les pôles d'excellence rurale

1^{er} et 2 juin 2006



PANORAMA DES POLES DE COMPETITIVITE EN EUROPE POLES DE COMPETITIVITE ET TERRITOIRES DE LA CONNAISSANCE

[Laura Garcia-Vitoria](#)

Directrice scientifique du Réseau européen des Villes Numériques, Présidente d'ARENOTECH

Publication des actes par l'Université de Reims en septembre 2006©

Présentation structurée

- [Introduction](#)
- [I - Quelles collaborations entre pôles de compétences territoriaux en Europe?](#)
 - A - Une histoire danoise
 - B - Coopétition et expertises territoriales
- [II - Quels programmes pour une économie territoriale de la connaissance?](#)
 - A - Les programmes de *villes de la connaissance* ont à gérer de nouveaux processus de capitalisation territoriale des savoirs et des connaissances
 - B - Les futures stratégies de Lisbonne
- [Conclusion](#)
- [Notes](#)

Introduction

Ce que nous avons entrepris il y a maintenant de cela huit ans, de manière plus systématique depuis quelques mois, c'est d'évoquer progressivement au travers de la dizaine de colloques auquel le RVN participe activement chaque mois une série de regards, d'analyses et d'observations que nous relevons quasi-quotidiennement dans le

cadre des problématiques spécifiques à chaque rencontre et qui concerne très souvent aujourd'hui de près ou de loin la nouvelle cartographie européenne des compétences territoriales.

Nous ne proposerons donc ici nullement en quelques phrases un tour d'Europe au sens propre du terme des nouveaux dispositifs de polarisation territoriale des compétences ; l'exercice risquerait évidemment d'être quelque peu superficiel. Par rapport aux problématiques évoquées dans ce colloque, je souhaiterais évoquer rapidement et plus spécialement deux questions :

- d'une part quelques **modalités de collaboration** « *institutionnelle* » (au sens large du terme) entre les pôles et les réseaux de compétence telles que l'on peut les observer dans un certain nombre de pays.
- et d'autre part - surtout - **les rapports futurs** qu'ils auront à construire avec les programmes de villes et territoires de la connaissance qui se développent aujourd'hui en Europe.

I - Quelles collaborations entre pôles de compétences territoriaux en Europe?

A - Une histoire danoise

Évoquer les pôles de compétitivité, c'est d'abord aujourd'hui avoir une pensée émue pour nous amis danois au travers de leur démarche en deux étapes à la fin du siècle dernier. On sait d'abord qu'ils ont lancé **il y a de cela maintenant 17 ans** leurs réseaux de PME. Même si la mise en réseau des activités économiques à l'échelle des territoires avaient déjà des précédents - en Italie notamment -, l'exemple est pour nous ici intéressant par son côté pragmatique, voire d'ailleurs par la naïveté de ses motivations. Certains collègues en effet rapportent qu'à trois années de l'entrée du pays dans l'Union européenne, certains acteurs économiques pensaient ne pouvoir être à la hauteur des grands pays fondateurs sans une telle mise en œuvre d'un regroupement des compétences locales et d'une vraie mutualisation des savoirs. Un indice de plus d'une bien mauvaise connaissance de la France de leur part...

Il s'agissait d'abord pour eux, on le sait, de favoriser la création de réseaux de petites entreprises, de financer la moitié des frais de gestion de la première année d'une telle mise en réseau et surtout de **contribuer à animer ces réseaux** et à leur donner une vraie visibilité aussi bien locale qu'internationale au travers d'acteurs nouveaux chargés de mettre en place et d'animer de tels regroupements de petites entreprises. Des profils spécifiques donc qui ont été d'emblée l'une des clefs de leur succès, mais également des synergies vecteurs de vraies réussites avec notamment le monde bancaire danois et l'ensemble de ses ramifications locales.

D'emblée, les ¾ des entreprises concernées avaient estimé avoir accru considérablement leur compétitivité. Ces animateurs et opérateurs de réseaux ont souvent été évoqués depuis, au travers par exemple les modalités de leur formation par un Institut privé, l'Institut technologique danois.

Dix années après très exactement, une double stratégie voit le jour en termes de « *clusterisation* » et de polarisation spatiale, avec des clusters de compétence d'une part, des méga clusters d'autre part - une distinction qui évitera aux responsables danois de dommageables confusions -. Si les premiers sont caractérisés par un réel enracinement local, les seconds les transcendent et les deux approches permettent ainsi de développer des accompagnements spécifiques.

B - Coopétition et expertises territoriales

L'objectif de notre présente intervention est donc de présenter une brève synthèse de nos observations relatives à la genèse de ce qui apparaît de plus en plus aux experts des *villes numériques* et *villes de la connaissance* comme **une nouvelle cartographie économique de nos territoires**. L'expression même de « nouvelle cartographie » fait aujourd'hui peur et est même l'objet de fantasmes multiples et de considérations dépassées.

Aussi, avant même que d'évoquer des profils nouveaux de rapports entre entreprises et territoires, on énumérera ainsi en **introduction** quelques tabous socioculturels occultant aux yeux de certains acteurs toute visibilité sur les mutations territoriales en cours.

Les pôles de compétitivité - on sait la sémantique dénomminative riche - nous préférons au RVN évoquer des polarités économiques et surtout des réseaux territoriaux de compétences - *et autres formes de clusters ont naturellement contribué à mettre en lumière ces mutations*, craintes et plus encore faiblesses au travers notamment de **l'absence dans de nombreuses régions observées d'infrastructures et d'outils de collaborations** qui apparaissent inexistantes, défailants ou inadaptés :

- **une prise en compte souvent archaïque de la gestion de l'identité territoriale** et de son impact sur l'attractivité économique d'une ville ou d'une région. François Gilbert (Université de Lyon II) évoque ainsi dans ses travaux l'importance d'une bonne connaissance des *processus de constitution de l'identité spatiale des territoires* et de leur nécessaire prise en compte dans les stratégies de marketing territorial à l'égard des entreprises. Nous renvoyons ici aux travaux d'Elisabeth Dupoirier sur le statut même de l'identité territoriale en Europe en termes de sociologie politique européenne comparée.

- une fréquente absence de vision globale précisément (à l'échelle européenne notamment) sur **les interactions et mécanismes d'interaction à l'œuvre dans la compétition entrepreneuriale et territoriale en Europe et à l'échelle internationale**. C'est toute la question du rôle des acteurs de **l'intelligence territoriale** dont la place dans la gestion locale est encore très inégale selon les territoires européens pris en considération. Le RVN s'efforce de créer à cet égard **une panoplie d'outils collaboratifs** dont les différents acteurs pourront disposer à l'avenir.

- les désastres engendrés par des interventionnismes étatiques à l'échelle des territoires inappropriés et à bout de souffle et l'attitude d'institutions nationales totalement incapables de tourner la page d'une inscription locale multiséculaire de l'action de l'état. **Les succès des collectivités territoriales espagnoles sont en grande partie dus, on le sait, à leur liberté d'action** sur le sujet qui précisément nous concerne aujourd'hui.

Nous avons présenté récemment dans un colloque au Sénat l'analyse des **dix régions de l'Europe des 25 qui vont connaître les plus fortes croissances de l'emploi d'ici à 2010** ? Nos collègues d'*Horizons Régions* viennent en effet de les publier, avec une estimation qui nous semble tout à fait pertinente de leur croissance annuelle moyenne de 2005 à 2010. **Les Iles Canaries** (2,5%) arrivent en tête - j'ai présenté récemment à la Chambre de commerce de Las Palmas une analyse détaillée de leur réussite en matière de collaboration entre acteurs - ; elles sont suivies par les Iles Baléares (+4,4%) et surtout par la **Communauté de Valence** (+2,4) qui a eu pour particularité de mener de front la mise en place des infrastructures numériques sur la quasi-totalité de son territoire et la création d'outils de collaboration pour l'ensemble des acteurs économiques, culturels et institutionnels. Et ce n'est pas fini : la **Région de Murcia** - où nous allons nous rendre prochainement - arrive en cinquième position (+2,2), l'**Andalousie** en 6^e (+1,9%) et...la **Communauté de Madrid** en 8^e position (+1,8%). 6 collectivités donc parmi les 10 premières sur, répétons-le, l'ensemble des 250 régions européennes.

Mais l'essentiel réside dans la très grande différence en Europe des liens entre les entités régionales et *les trois acteurs de cette trilogie*.

- c'est tout particulièrement le cas bien sûr des **activités de recherche et développement**, où bien des territoires (en France notamment) n'ont nullement acté le fait qu'ils en étant un acteur tout à fait prédominant en matière de stratégies locales, d'accompagnement et bien évidemment de financement. La nouvelle cartographie que nous avons évoquée ne leur laisse pourtant aucun choix pour ce qui est de ce leadership dont certaines se passeraient à l'évidence volontiers. De petites villes parfois n'hésitent pas à accompagner un tel défi, aux **Pays-Bas** (on retiendra l'exemple d'**Almere, près d'Amsterdam**).

- **la difficulté à concevoir des programmes de territoires de la connaissance**, un territoire qui place la collectivité territoriale dans la position d'accompagnateur de la formation de chaque habitant, caractérise bien des acteurs. **Les exemples finlandais** avèrent ici particulièrement significatifs, avec **450 villes qui y prennent en charge de vrais programmes de formation tout au long de la vie**. Regardons le fonctionnement du centre d'inspiration de **Lahti** ou les axes de développement d'une ville comme **Tampere** que nous avons eu l'occasion d'accompagner à ses débuts.

- *les nouveaux* rapports avec les entreprises dépendent quant à eux précisément très largement des collaborations internationales que les collectivités pourront leur faciliter et singulièrement **la mutualisation de marchés** que les acteurs territoriaux pourront obtenir grâce à des **démarches renforcées de coopération décentralisée** en la matière : c'est le débat préféré des représentants des collectivités allemandes.

Il s'avère ainsi essentiel de souligner combien de récentes pseudo-analyses sociétales peuvent aujourd'hui être une source d'errements quant aux grands axes de prospective territoriale qui s'esquissent aujourd'hui d'une « intelligence collective » qui serait tout simplement oublieuse des impératifs de la compétitivité. Jean-Claude Prager, dans ses récents ouvrages, a bien noté à l'inverse **les composantes majeures à prendre en compte** : l'innovation dans la gouvernance territoriale, la rigueur de l'élaboration des diagnostics économiques locaux, une offre de services aux entreprises d'un haut niveau de professionnalisation et surtout l'essentiel : « **une implication personnelle et de tous les instants - nous le citons - des dirigeants politiques au plus haut niveau aux côtés des entreprises et des chercheurs** ».

La coopération territoriale est aujourd'hui en réalité au cœur de tous les débats sur **le développement des territoires européens à l'horizon 2030**.

- On connaît au sein de certaines aires culturelles le refus quasi-idéologique du constat de compétition entre territoires mêmes au sein d'un espace national. De récents textes commentant l'action de la DIACT évoquent ainsi, en ce qui concerne les pôles de compétitivité, rien que moins que la « **prostitution territoriale** » - un nouveau concept qui devrait faire fureur chez ceux qui n'ont pas lu « *L'économie pour les nuls* » : d'aucuns n'évoquent-ils pas une nécessaire « **péréquation entre territoires** »...

- **coopétition**, car - même les petites entreprises le savent - **les deux termes de collaboration et de compétitivité ont toujours été liés dans une grande partie de l'histoire économique européenne**. Nos années seront en effet celles d'un *marketing territorial* pour lesquelles les frontières n'auront naturellement plus la moindre importance. Des années où les territoires, comme je le disais à l'*Institut de Prospective Technologique de Séville* qui rassemble les prospectivistes de la Commission Européenne, retrouveront d'abord la quintessence de leur passé, la succession de leurs activités, la mise en avant de l'identité évoquée précédemment. Celles qui y réussiront réussiront également à innover : « **identité - innovation - attractivité** » apparaît ainsi comme **une autre trilogie forte**. Un peu partout en Europe, la coopération, c'est d'abord une boîte à outils basée sur ces trois vecteurs : pensons à l'Autriche (les services aux **entreprises virtuelles** en **Carinthie**), aux Pays Baltes (l'exemple de **Tallin** en **Estonie** est ici particulièrement significatif) et bien évidemment à la **Catalogne** qui en a fait, chacun le sait, la base même de son développement (nous préparons pour l'automne un séminaire à **Barcelone** sur ce sujet, en liaison avec plusieurs petites villes catalanes qui ont choisi de mettre en œuvre une telle stratégie depuis parfois maintenant une dizaine d'années).

- l'essentiel à noter ici est que **les technologies de la connaissance et singulièrement les outils numériques** dont nous disposerons dans les années qui viennent mettront en relief et contribueront grandement à mettre en avant de tels processus. En cela, et pour bien d'autres raisons d'ailleurs, **l'économie du savoir se traduira d'abord par une telle coopération**. De **Linz à Turku, de Saragosse à Brême**, nous trouvons partout les illustrations d'une telle définition.

II - Quels programmes pour une économie territoriale de la connaissance?

Les clusters et pôles de compétitivité vont avoir à s'insérer dans de nouveaux processus en termes de rapports entre territoires et gestion des savoirs et donc prendre toute leur part dans le nouveau *knowledge management territorial*.

On rappellera simplement que **Munich** et **Berlin** se disent aujourd'hui volontiers *Stadt des Wissens* et que l'exemple de **Heidelberg** s'avère à ce titre éminemment significatif, de même que celui de **Stuttgart**. En Italie, **Brescia** ou encore **Bari** entendent devenir *Citta de la conoscenza*. Ailleurs dans le monde, nombreuses sont les stratégies qu'il convient ainsi de suivre, sur le continent nord-américain (les *villes ingénieuses* canadiennes, **Austin** au Texas, **Monterrey** au Mexique), en Amérique latine (les villes chiliennes)...

Un premier axe prospectif de notre analyse doit donc prendre en compte ce que pourront être, à l'horizon qui se trouve être le nôtre ici, **les orientations majeures de ces programmes**. Il nous faudra également prendre en compte ce que seront **les futurs espaces interrégionaux d'élaboration et de confluence des savoirs** ou encore, en d'autres termes, la configuration de la **géo-économie de la connaissance** dont nous observons aujourd'hui la genèse.

A - Les programmes de villes de la connaissance ont à gérer de nouveaux processus de capitalisation territoriale des savoirs et des connaissances

a - Toute esquisse de prospective territoriale se trouve aujourd'hui centrée sur des espaces de gestion locale des processus de capitalisation des savoirs et des connaissances :

1 des espaces virtuels de recension de toutes les possibilités d'accès à la formation : il s'agit là d'une mission majeure de l'ensemble des acteurs locaux, publics et privés dont le développement plus ou moins importé sera clairement conditionné selon collectivités et les régions par une tradition plus ou moins forte d'intelligence territoriale. On rappellera que **Villafranca** est l'une des villes qui a pu le mieux esquissé une telle démarche destinée à être de l'ordre de l'évidence dans la décennie à venir.

2 les actions municipales et régionales de formation qui seront l'évidence même de la bonne gouvernance territoriale de 2020 : former et former encore constitue aujourd'hui un leitmotiv pour les collectivités territoriales les plus dynamiques : **Burgos Ciudad XXI** prévoit des cours de formation pour les jeunes en difficulté et leur permettre d'accéder aux infotechnologies, des cours de formation aussi pour l'ensemble du personnel municipal. Et il en est de même pour le plan **Bilbao 2010** destiné avant tout à conforter le programme d'apprentissage tout au long de la vie mené par la municipalité. **Grenade** voit l'Institut municipal de formation s'appuyer tout particulièrement sur un centre des nouvelles technologies. **Jerez de la Frontera**, près de Cadix, a créé dans le même esprit une bourse virtuelle du travail, mais également un amphithéâtre virtuel de téléformation. **Leon Ciudad Digital** porte de la même manière l'accent sur les questions de formation, où les stratégies d'intégration seront également à suivre dans le cadre d'un programme tel que **Ciudad Real : Ciudad empresarial virtual**.

3 le repérage et la cartographie des savoirs faire à l'échelle territoriale : la condition première de l'attractivité économique d'un territoire réside, au-delà de la formation et de la transmission des savoirs dans une connaissance minutieuse des savoirs existants. C'est ce que nous appellerons **le processus de Mataro**, qui en Catalogne s'est engagée dans cette voie : nous aurons à l'analyser en détail dans la suite de cet exposé.

4 la mise en place de dispositifs complexes mettant en œuvre des externalités économiques vecteurs de polarisation des compétences : si l'on reprend les deux mêmes exemples, c'est d'ailleurs l'objectif que s'est fixé pour 2015 la ville de **Burgos** autour d'une nouvelle génération de parc technologique qui doit aider la ville à se transformer en cité de la connaissance. Il en est de même de **Zorrozaurre à Bilbao** qui entend devenir un espace d'implantation d'activités permettant l'utilisation de services avancés, future ville à part entière d'une *ville de l'innovation et de la connaissance*. Nous sommes en présence de nouvelles formes de gestion de la compétitivité territoriale et de ses externalités économiques (culturelles entre autres), sous forme notamment de polarités de compétences ^[11]: or **la constitution de tels pôles suppose précisément une mise en valeur forte de l'image identitaire des territoires**, ce qui nous invite à revisiter totalement le rapport de l'héritage culturel au développement économique.

5 l'administration électronique comme processus d'accompagnement de tels programmes : la dimension de l'administration électronique locale de la ville de La Corogne se définit d'ailleurs en fonction du programme « **Coruna, ciudad del conocimiento** » qu'elle entend développer dans les années à venir. **Elche** propose une dimension particulièrement intéressante dans sa réflexion stratégique : elle conçoit le champ de l'e-administration comme « **instrument de gestion du changement de modèle urbain** ». C'est dans cette optique d'abord que l'e-administration est amené à constituer l'un des cadres futurs de tels programmes. **Getafe**, dans la région de Madrid, souhaite ainsi viser une situation de réelle compétitivité territoriale, avec surtout un plan de qualité pour la gestion municipale.

6 les collectivités tentent de façonner leurs propres outils de visibilité : si elles le font aujourd'hui peu et surtout mal, la prospective territoriale aura à suivre leur élaboration et leur développement progressif. C'est là que se joueront les rapports futurs entre acteurs territoriaux et chercheurs, domaine d'observation et d'analyse de notre Réseau depuis maintenant cinq ans. Ainsi **Sabadell**, près de Barcelone, au travers de son « plan pour la société de l'information et de la connaissance », a ainsi créé une *Fondation des industries de l'information* pour mettre en place des formations liées aux infotechnologies et capable de former les entrepreneurs de demain, ceci parallèlement à l'Institut d'études et de recherche appliquée qui développe des fonctionnalités d'observatoire et de développement de projets innovants : le plan **Sabadell 2010** souligne que la ville numérique qu'elle entend être viser la formation et la compétitivité territoriale.

b - Une géo-économie d'espaces inter-régionaux de connaissances commence à se constituer sous nos yeux.

Ce sont en effet **des espaces régionaux et interrégionaux de connaissances** qui s'esquissent pour faciliter transferts technologiques et mutualisation d'outils. Une stratégie qui entend se situer par rapport à l'action de réseaux tels que ceux construits par des **quartiers apprenants** qui aujourd'hui permettent à de nombreuses collectivités européennes de travailler et de réfléchir ensemble dans leurs programmes de *villes intelligentes* ou de *cités-savoir*.

Il faut ainsi songer à ce que sera **la Hanse numérique** dans le Nord de l'Europe - de Bergen à Tallin - ou encore les constructions territoriales ultrapériphériques de la Communauté européenne sous l'égide notamment des Canaries qui, de **Tenerife** à **Las Palmas**, semblent destinés à devenir très bientôt des territoires d'expérimentation et d'interface de mise en œuvre de tels modèles **à l'échelle atlantique**.

Mais l'exemple emblématique sera clairement méditerranéen : la **coopétition euro-méditerranéenne** qui caractérisera le monde économique et culturel de 2020 s'inscrit dans le développement d'un espace méditerranéen de la connaissance. Ces régions, nous l'avons analysé à l'occasion de récentes conférences à Sarajevo et surtout à Beyrouth ^[2], y sont d'ailleurs parfaitement préparées depuis les mutations néolithiques.

L'apport des sciences cognitives au management territorial a permis d'envisager de transformer une collectivité territoriale en véritable système apprenant. Les domaines que nous évoquons ici ont, là encore, tout leur rôle dans la mise en place de tels dispositifs.

Ce sont là, sans exclusive là encore, les trois formes majeures de territoires en réseaux contemporains. Ils prennent place eux-mêmes dans une évolution économique et sociale majeure.

B - Les futures stratégies de Lisbonne

Ce que nous pouvons appeler - de manière évidemment métaphorique - les futures *stratégies de Lisbonne* déclinées à l'échelle locale est appelé à s'incarner dans des **quartiers apprenants** qu'illustre bien l'exemple de Poblenou à Barcelone. Mais, parmi bien des mécanismes qui commencent d'ores et déjà à se mettre en place, nous aurons à évoquer également une autre traduction possible de telles stratégies et que nous dénommerons le processus de Mataro.

1- Le paradigme de Poblenou

La compatibilité et l'interopérabilité des usages sera de plus en plus la réponse des urbanistes à la complexité qui caractérise l'économie de la connaissance au travers de **la mise en place d'infrastructures de la connaissance**, vue la propension de l'économie de la connaissance à utiliser l'intelligence comme principale ressource productive. Architectes et urbanistes devront en effet de plus en plus répondre à la nécessité d'améliorer les conditions de transmission de connaissances entre le système d'éducation et de recherche et le système productif et utiliser pour cela leur champ d'intervention, l'espace urbain. C'est ce qu'illustre aujourd'hui le chantier de Poblenou à Barcelone.

Dans le cas de **Barcelone**, c'est également, au-delà des ambitions économiques qui caractérisent la ville, la dimension culturelle qu'il convient de relever tout d'abord dans l'objectif que s'est clairement fixée la capitale catalane : **faire de la ville l'un des hauts lieux de convergence des flux d'une nouvelle culture numérique et y assurer un « accès intelligent » pour tous qui y vivent et y travaillent**. Le suivi de telles ambitions correspond à un réel travail d'accompagnement des regards prospectifs qui guident maintes stratégies de la ville. La transmission d'une information qui puisse se présenter réellement sous une forme interactive constitue l'un des objectifs majeurs du plan stratégique de *Barcelone Métropole*. Les objectifs qu'elle s'est donnée en la matière ne souffrent guère d'ambiguïté : « **Barcelone**, est-il en effet écrit dans le troisième plan stratégique, **doit s'identifier comme un territoire d'innovation constante** ». On y rencontre donc certes les nécessités de l'alphabétisation en matière de connexion électronique, mais aussi et surtout un plan de recherche en partenariat avec les universités pour renforcer la création d'une société locale de la connaissance, l'élaboration d'outils destinés au suivi d'une telle construction territoriale et même la création d'un « *diseno urbano* » basé sur les infotechnologies et qu'illustre bien la transformation d'un quartier de l'époque industrielle - Poblenou - en quartier du savoir, de la créativité et du transfert de technologie qui s'y veut omniprésent au travers de la création

de centres adéquats permettant la création d'entreprises à partir de technologies innovantes et surtout le soutien de projets permettant de créer des usages applicatifs à partir des laboratoires de recherche.

La ville est destinée à être non seulement un centre d'échange de biens, mais aussi un forum pour l'échange d'idées et un espace où l'on peut générer, diffuser et appliquer de la connaissance et ce notamment au sein d'espaces dans lesquels se déroulent des activités de création et de divulgation dans le domaine technologique et où se trouve facilitée la relation entre universités, centres technologiques, centres de recherche et activités productives en **une concentration d'activités qui favorisent l'interactivité. La ville de demain est une ville d'interactivité spatiale propre à accueillir de telles activités denses en connaissance** : infotechnologies, recherche, design, édition et industries culturelles et multimédia.

Ces espaces de ville complexe auront ainsi à déployer des systèmes d'incitation. Pour favoriser la présence de ces secteurs, il aura à les identifier, à les mettre en relation, à établir des mécanismes d'actualisation au fur et à mesure que de nouvelles activités s'incorporent à l'espace économique. **De nouvelles conditions d'utilisation de l'espace public et de l'espace privé se dessinent**, avec des infrastructures hautement compétitives adaptées aux requis urbanistiques, économiques, sociaux et environnementaux.

2 - Le processus de Mataro

La gestion territoriale des connaissances dans les collectivités à l'horizon 2020 est amenée à s'appuyer sur des processus spécifiques dont certains ont déjà fait l'objet de premières applications. Il nous semble donc intéressant d'en évoquer l'une des plus pertinentes au regard de nos propres recherches.

La démarche de la petite ville de Mataro en Catalogne nous semble de la sorte parfaitement résumer l'une des concrétisations territoriales possibles des *stratégies de Lisbonne*, au point qu'au sein de notre Réseau, nous avons baptisé cette démarche le *processus de Mataro*.

Rappelons en les origines : la Fondation *Tecnocampus Mataró* avait organisé il y a trois ans de cela un colloque « *usagers et réseaux créateurs de la nouvelle ville* » qui évoquait les horizons ouverts par la gestion urbaine en réseau. Avec une équipe d'économistes de l'Université Politechnique de Catalogne, ce séminaire a par la suite permis de modéliser un certain nombre d'axes de développement de la ville en la matière.

La ville de Mataro s'était placée d'emblée sous l'égide d'un plan directeur qui entend en faire une *ville de la connaissance*, capable d'exploiter pleinement le capital intellectuel de la ville et de son territoire ^[3] comme source principale de richesse, de prospérité et de croissance future. A été utilisé à cette fin une modélisation économique ^[4] qui se traduit par la création et la gestion d'une plate-forme de connaissance ^[5], ceci à partir notamment des micro-clusters existants dans la cité.

Ce processus se base en effet sur cinq points majeurs :

- la vision issue de l'analyse des potentialités existantes à partir d'entrevues avec des personnalités de la ville, dans des domaines tels que les sciences de la vie, les sciences sociales, la planification urbaine, la gestion des entreprises, de manière à ce que puissent être développés de véritables champs d'attractivité.
- l'identification des activités essentielles capables de mener à terme une telle vision à travers des actions et projets forts
- l'identification des compétences essentielles pour accomplir ces actions et ces projets
- le choix des indicateurs pour chaque activité et chaque compétence essentielles,
- l'assignation de ces indicateurs à chacune des grandes catégories intellectuelles (capital humain - avec notamment les valeurs culturelles de la ville -, capital des structures - laboratoires, systèmes de gestion, structures organisationnelles...-, capital marchand - éléments de compétitivité -, capital de rénovation et de développement et enfin capital de l'ensemble des démarches engagées.

La finalité d'une modélisation globale ^[6] consiste ainsi à mesurer et gérer le capital intellectuel de chacun des micro-clusters présents sur le territoire, ceci à travers notamment un processus de benchmarking de leur capital intellectuel spécifique qui permet par exemple d'obtenir un index de confiance globale ^[7]. **L'application du modèle amène de la sorte à une vision stratégique du développement de la ville, de la cohésion sociale (où la vie associative est amenée à jouer un rôle de tout premier ordre) et des possibilités de croissance**

économique durable. Les responsables de la collectivité peuvent ainsi juger de l'importance des **vecteurs culturels, de la créativité et de l'innovation**, véritables piliers du développement urbain futur et des capacités de compétitivité du territoire du fait même de ses *actifs intangibles*. Le rôle de tels facteurs se voit naturellement démultiplié par les infotechnologies.

Un modèle spécifique ^[8] implique l'ensemble des micro-clusters (et leurs potentialités face à de nouvelles productions émergentes), aux côtés de la plate-forme globale des capacités intellectuelles de la collectivité ; la gestion commune de ces deux composantes du capital de la ville s'appuie notamment sur des démarches de benchmarking des potentialités d'autres collectivités. On aboutit ainsi à un système de support décisionnel ^[9], un système d'information et d'aide aux décisions stratégiques des élus et aux choix de financement, un point de départ aussi pour les investigations ultérieures accompagnant une telle stratégie de construction d'une ville de la connaissance.

Conclusion

Nous avons souhaité insister ici tout particulièrement sur les programmes de villes de la connaissance que nous suivons dans la mesure où c'est par rapport à ce genre de démarches et de programmes développés par les villes et territoires que de nombreux pôles et réseaux vont devoir se positionner.

Si donc l'urgence est incontestablement à animer les réseaux d'entreprises et de compétences au travers de dispositifs et d'outils pertinents, c'est à l'animation d'une cartographie territoriale des savoirs et de la compétitivité sociale qu'ils doivent viser dans une optique plus largement prospective.

C'est donc en termes de formation et de transferts de savoirs et de compétences au moins autant qu'en termes de transfert de technologie qu'il va falloir raisonner et que doivent prendre en compte les grands partenariats institutionnels du futur en ce domaine.

Notes

^[1] Ces analyses ont été menées dans le cadre des divers rapports et analyses présentés à partir de l'automne 2001 par le *Réseau européen des Villes Numériques*.

^[2] Les analyses évoquées sont en ligne sur le site www.arenotech.org

^[3] Le plan GCIM (Gestió del Capital Intellectual a Mataró)

^[4] Le modèle CICBS (Cities' Intellectual Capital Benchmarking System)

^[5] Plataforma de Capital Intellectual

^[6] Le modèle général CSICM (Model General de Capital Intellectual de les Ciutats)

^[7] Global Reliability Index

^[8] MECIC (Model Específic de Capital Intellectual de les Ciutats)

^[9] DSS (Decisión Support System)

